

[Text]

[Translation]

• 1110

I think we have a real problem with this particular measure, and that is why I have decided, on behalf of my party, to vote against it. Although I would certainly seriously consider tax measures if they were targeted to help develop the financial services industry in major centres such as Vancouver and Montreal, and if they had a demonstrable and positive effect in terms of employment and economic development at a cost that could be justifiable. That is not the case in this particular case.

I do note that when Mr. MacIntosh of the Canadian Bankers' Association came before the committee, he indicated the chartered banks had not asked for this legislation, and he questioned whether much employment would be generated in Canada if the IBCs were established. I note that no one who came before the committee was able to provide us with reasonable estimates of the probable effects on employment or on economic development.

I also note, Mr. Chairman, that a great deal of the shift has been because of financial deregulation. There has been an increasing concentration of banking and financial activity in Toronto at the expense of Vancouver and Montreal. Now the government, which is proposing IBCs, has been actively moving in the field of deregulation. I am sure that has cost far more hundreds, if not thousands, of banking jobs in Vancouver and Montreal, and now they say we will turn around and give you an IBC that will be worth a handful of jobs.

I believe the Bank of Canada, on the direction of the government, has the power to sit down with the chartered banks and tell them it is just not on, that they increasingly take economic activity away from major areas like Vancouver and Montreal, from major regions like the far west of our country and Quebec. They take all those dollars and suck them down into Toronto, and then engage in the international banking business primarily from Toronto.

I believe we would do far better, in fact, if the banks were forced to confront the fact that they are not playing fair with their customers, their clients and everybody else in those important regions of the country, and they should be doing far more in terms of having a better spread of business.

That is why, when this matter came up earlier, I suggested there should be a task force set up by the federal government in conjunction with the banks, the chambers of commerce, the Labour Councils or representatives of the community, municipal authorities, etc., in Montreal and Vancouver, either separately or in unison, to develop strategies to develop and enhance the finance and banking

Cette mesure nous pose donc un grave problème et c'est pourquoi j'ai décidé de voter contre, au nom de mon parti. Je serais tout à fait disposé à voter en faveur de mesures fiscales qui seraient destinées à améliorer l'industrie des services financiers dans les grands centres urbains comme Vancouver et Montréal et surtout si elles favoriseraient manifestement la création d'emplois et le développement économique à un coût justifiable. Mais ce n'est pas du tout le cas ici.

Je tiens à signaler que M. MacIntosh de l'Association Canadienne des banquiers a déclaré devant le comité que les banques à charte n'avaient jamais réclamé cette loi. Il nous a également dit qu'il se demandait si la création de centres bancaires internationaux contribuerait vraiment à la création d'emplois au Canada. Je tiens également à signaler qu'aucun des témoins venus comparaître devant le comité n'a été en mesure de nous fournir une estimation raisonnable de l'incidence éventuelle de cette mesure sur l'emploi ou sur l'expansion économique.

Je tiens également à mentionner, monsieur le président, que cette mesure est en grande partie attribuable à la déréglementation du secteur des finances. On a remarqué une concentration sans cesse croissante des activités bancaires et financières à Toronto au détriment de Vancouver et de Montréal. Le gouvernement qui promouvoit la création de centres bancaires internationaux met en oeuvre la déréglementation. Je suis persuadé que ces mesures ont entraîné la perte de centaines, sinon de milliers d'emplois dans les banques de Vancouver et de Montréal. Et il nous propose en retour la mise sur pied de centres bancaires internationaux susceptibles de ne créer qu'une poignée d'emplois.

Si je ne m'abuse, la Banque du Canada est habilitée à rencontrer, à la demande du gouvernement, les représentants des banques à charte et de leur dire de cesser de transférer leurs activités de grands centres comme Vancouver et Montréal, des grands centres de l'ouest et du Québec. Elles concentrent tous leurs fonds à Toronto et exercent leurs activités bancaires internationales à partir de cette même ville.

Il est grand temps selon moi de faire comprendre aux banques que leur façon de procéder est très injuste tant pour leurs clients que pour l'ensemble du pays et qu'il serait bon qu'elles commencent à répartir un peu mieux leurs activités.

C'est pourquoi j'ai demandé, lorsqu'on a traité de cette question plus tôt, que le gouvernement fédéral constitue un groupe de travail de concert avec les banques, les chambres de commerce, les syndicats ou les représentants de la collectivité, les autorités municipales et d'autres encore à Montréal et à Vancouver, soit séparément ou ensemble, pour mettre au point des stratégies pour